EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, October 8, 2026

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met with videoconference this day at 8:03 a.m. [ET] to examine and report on the role of the agriculture and agri-food sector with regard to food security in Canada; and, in camera, to study the subject matter of those elements contained in Division 13 of Part 4 of Bill C-31, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on November 4, 2025; and, in camera, to consider a draft agenda (future business).

Senator Mary Robinson (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Good morning, everyone. It is good to see you all. Welcome to this meeting of the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry. My name is Mary Robinson, and I'm the chair of this committee. Welcome to members of the committee, our witnesses, as well as those watching this meeting online. I would like to start by acknowledging that the land on which we gather is the unceded traditional territory of the Algonquin Anishinaabe Nation.

Before we hear from our witnesses today, I would like to start by asking senators around the table to introduce themselves, starting with our deputy chair.

Senator McNair: John McNair from the province of New Brunswick. Welcome.

Senator Burey: Sharon Burey, Ontario. Welcome.

Senator Martin: Good morning. Yonah Martin from British Columbia.

Senator McBean: Good morning. Marnie McBean from Ontario.

Senator Sorensen: Karen Sorensen, Alberta, Treaty 7 territory.

Senator Black: Rob Black, Ontario.

Senator Muggli: Tracy Muggli, Saskatchewan, Treaty 6 territory.

The Chair: Thank you all. I should have mentioned that I'm from Prince Edward Island.

I would like to ask all senators to consult the cards on the table for guidelines to prevent audio feedback incidents. I would also like to remind all those participating to refrain from switching languages mid-sentence and to not speak too quickly. Clear audio supports accurate interpretation, transcription and captioning.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 8 octobre 2026

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, à 8 h 3 (HE), avec vidéoconférence, afin d'examiner, pour en faire rapport, le rôle du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la sécurité alimentaire au Canada; à huis clos, pour étudier la teneur des éléments de la section 13 de la partie 4 du projet de loi C-31, Loi nº 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 novembre 2025; et, à huis clos, pour étudier un projet d'ordre du jour (travaux futurs).

La sénatrice Mary Robinson (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Bonjour à tous. Je suis heureuse de vous voir. Bienvenue à cette réunion du Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts. Je m'appelle Mary Robinson et je suis la présidente du comité. Je souhaite la bienvenue aux membres du comité, à nos témoins ainsi qu'aux personnes qui suivent cette séance en ligne. Je tiens d'abord à souligner que nous sommes réunis sur le territoire traditionnel non cédé de la nation algonquine anishinabe.

Avant d'entendre les témoins d'aujourd'hui, je vais demander aux sénateurs autour de la table de se présenter, en commençant par le vice-président.

Le sénateur McNair : John McNair, du Nouveau-Brunswick. Bienvenue.

La sénatrice Burey : Sharon Burey, de l'Ontario. Bienvenue.

La sénatrice Martin : Bonjour. Yonah Martin, de la Colombie-Britannique.

La sénatrice McBean : Bonjour. Marnie McBean, de l'Ontario.

La sénatrice Sorensen : Karen Sorensen, de l'Alberta, sur le territoire du Traité nº 7.

Le sénateur Black : Rob Black, de l'Ontario.

La sénatrice Muggli : Tracy Muggli, de la Saskatchewan, sur le territoire du Traité nº 6.

La présidente : Merci à tous. J'aurais dû préciser que je viens de l'Île-du-Prince-Édouard.

J'invite tous les sénateurs à consulter les consignes sur les cartons déposés sur la table pour prévenir les incidents liés à l'effet Larsen. Je rappelle aussi à tous les participants qu'ils doivent éviter de changer de langue au milieu d'une phrase et de parler trop vite. Une bonne qualité sonore facilite l'exactitude de l'interprétation, de la transcription et du sous-titrage.

Today, the committee is continuing its study on the role of the agriculture and agri-food sector with regard to food security in Canada. We have the pleasure of welcoming, from the Canadian Pork Council, René Roy, Chair; and Claire Citeau, Vice-President of Trade Advocacy and Public Affairs. From Chicken Farmers of Canada, we welcome Luce Bélanger, Vice-Chair, who is joining us by video conference; and Lauren Kennedy, Director of Public Affairs and Communications. Finally, from the Ottawa Food Bank, we welcome Natalie Spooner, Chief Executive Officer. Thank you all very much for joining us. We'll begin with your opening remarks before we move to questions from members. You will each have five minutes, and I ask you to stick to your five minutes or a little less, which will allow time for senators to ask plenty of questions.

Aujourd'hui, le comité poursuit son étude sur le rôle du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la sécurité alimentaire au Canada. Nous avons le plaisir d'accueillir, du Conseil canadien du porc, René Roy, président, et Claire Citeau, vice-présidente, Défense des intérêts commerciaux et Affaires publiques. Nous recevons aussi, des Producteurs de poulet du Canada, Luce Bélanger, vice-présidente, qui se joint à nous par vidéoconférence, et Lauren Kennedy, directrice des relations publiques et des communications. Enfin, nous accueillons Natalie Spooner, directrice générale de la Banque d'alimentation d'Ottawa. Merci beaucoup à tous d'être avec nous. Nous commencerons par vos déclarations préliminaires, puis nous passerons aux questions des membres du comité. Vous disposerez chacun de cinq minutes. Je vous demande de respecter ce temps de parole, ou même de vous en tenir à un peu moins, afin que les sénateurs puissent poser beaucoup de questions.

The floor is now yours, Mr. Roy.

Monsieur Roy, vous avez la parole.

[*Translation*]

[*Français*]

René Roy, Chair, Canadian Pork Council: Thank you, Madam Chair.

René Roy, président, Conseil canadien du porc : Merci, madame la présidente.

[*English*]

[*Traduction*]

Madam Chair and honourable members, thank you for the opportunity to contribute to the committee's study on food security in Canada. Food security must be integrated into Canada's national security strategy and foreign policy. Food diplomacy can build and strengthen alliances that will safeguard our capacity to feed Canadians and ensure our sovereignty as a nation.

Madame la présidente, mesdames et messieurs les sénateurs, je vous remercie de nous donner l'occasion de contribuer à l'étude du comité sur la sécurité alimentaire au Canada. La sécurité alimentaire doit être intégrée à la stratégie de sécurité nationale et à la politique étrangère du Canada. La diplomatie alimentaire peut permettre de nouer et de renforcer des alliances qui préserveront notre capacité de nourrir les Canadiens et assureront notre souveraineté nationale.

My name is René Roy. I am a pork producer in the province of Quebec and the Chair of the Canadian Pork Council. Joining me today is our Senior Vice-President of Trade Advocacy, Claire Citeau. The Canadian Pork Council is the national voice for Canada's pork producers, representing 7,000 farms in a sector that generates $24 billion in annual economic activity, supporting exports of $5.82 billion in 2025.

Je m'appelle René Roy. Je suis producteur de porc au Québec et président du Conseil canadien du porc. Je suis accompagné aujourd'hui de notre première vice-présidente à la défense des intérêts commerciaux, Claire Citeau. Le Conseil canadien du porc est le porte-parole national des producteurs de porc du Canada. Il représente 7 000 exploitations agricoles dans un secteur qui génère annuellement une activité économique de 24 milliards de dollars et qui a soutenu des exportations de 5,82 milliards de dollars en 2025.

We consider that the measures presented in Canada's National Food Security Strategy are supportive toward a stronger country and agriculture sector, and we further propose it must be better articulated into our national security strategy and foreign policy. To articulate this integration, we would like to present you with additional measures that will help to strengthen the strategy.

Nous estimons que les mesures présentées dans la Stratégie nationale de sécurité alimentaire du Canada contribuent à renforcer le pays et le secteur agricole. Nous proposons aussi que cette stratégie s'articule mieux avec notre stratégie de sécurité nationale et notre politique étrangère. Pour concrétiser cette intégration, nous souhaitons vous présenter des mesures supplémentaires qui contribueront à renforcer la stratégie.

To build production capacity, we propose to further support farm modernization through accessible financing and a permanent accelerated investment incentive to create a stable and

Pour accroître la capacité de production, nous proposons de soutenir davantage la modernisation des exploitations agricoles en facilitant l'accès au financement et en rendant permanent

thriving investment environment. Investment in production automation, energy efficiency and biosecurity will improve productivity and resilience. We request that finance tools are equally available for large, medium and small operations in order to foster business diversity and increase competitiveness and resilience.

l'Incitatif à l'investissement accéléré afin de créer un climat d'investissement stable et propice à la prospérité. Les investissements dans l'automatisation de la production, l'efficacité énergétique et la biosécurité amélioreront la productivité et la résilience. Nous demandons que les outils de financement soient accessibles de façon égale aux grandes, aux moyennes et aux petites exploitations afin de favoriser la diversité des entreprises et d'accroître la compétitivité et la résilience.

To strengthen animal health and welfare, we propose to invest in veterinary capacity, diagnostics, emergency preparation and an animal traceability system. Animal diseases are a threat to food supply reliability and, as such, an essential component of food security. Thus, increasing the availability of animal health products by simplifying their approval has been announced but yet to be seen. We are looking forward to the materialization of this commitment.

Pour renforcer la santé et le bien-être des animaux, nous proposons d'investir dans les capacités vétérinaires, les diagnostics, la préparation aux situations d'urgence et un système de traçabilité des animaux. Les maladies animales menacent la fiabilité de l'approvisionnement alimentaire et constituent donc un enjeu essentiel de la sécurité alimentaire. On a ainsi annoncé qu'on augmenterait la disponibilité des produits de santé animale en simplifiant leur approbation, mais cela ne s'est pas encore concrétisé. Nous attendons avec intérêt que cet engagement se réalise.

To create a business-friendly environment, we propose to simplify regulations and update business risk management programs. We believe that regulations can be simplified to increase the fluidity of business. In addition, business risk management programs must be modernized to address overlapping risks and provide timely, effective protection against disease, trade disruptions, climate volatility and supply chain shocks beyond the control of farm entrepreneurs.

Pour créer un environnement favorable aux entreprises, nous proposons de simplifier la réglementation et d'actualiser les programmes de gestion des risques de l'entreprise. Nous pensons qu'il est possible de simplifier la réglementation pour faciliter les activités des entreprises. Il faut aussi moderniser les programmes de gestion des risques de l'entreprise pour tenir compte des risques qui se chevauchent et offrir une protection rapide et efficace contre les maladies, les perturbations commerciales, les aléas climatiques et les chocs dans la chaîne d'approvisionnement qui échappent au contrôle des entrepreneurs agricoles.

To reinforce production and supply chain resilience, we propose to modernize labour access through the Temporary Foreign Worker Program and permanent residency pathways. Labour shortages across farms, processing or transportation threaten reliable food supply domestically and erode Canada's reputation as a reliable supplier. The agri-food value chain is an important employer in Canada and relies on trained labour that is not always available in our rural communities. Our industry needs immigration rules that are stable and predictable. Then we can be an excellent platform for the social integration of new immigrants.

Pour renforcer la résilience de la production et des chaînes d'approvisionnement, nous proposons de moderniser l'accès à la main-d'œuvre au moyen du Programme des travailleurs étrangers temporaires et des voies d'accès à la résidence permanente. Les pénuries de main-d'œuvre dans les exploitations agricoles, la transformation ou le transport menacent la fiabilité de l'approvisionnement alimentaire au pays et nuisent à la réputation du Canada comme fournisseur fiable. La chaîne de valeur agroalimentaire est un employeur important au Canada et elle dépend d'une main-d'œuvre formée qui n'est pas toujours disponible dans nos communautés rurales. Notre industrie a besoin de règles d'immigration stables et prévisibles. Nous pourrons alors offrir un excellent tremplin pour l'intégration sociale des nouveaux immigrants.

To fully benefit from Canada's food diplomacy potential, we propose to strengthen trade alongside domestic supply. Predictable trade rules are essential. Canada should be a leader in defending predictable and science-based trade rules, enforcing trade agreements, diversifying markets and addressing non-tariff trade barriers. Recognition of disease-zoning arrangements can strengthen partnerships and reduce avoidable disruptions.

Pour tirer pleinement parti du potentiel de la diplomatie alimentaire du Canada, nous proposons de renforcer les échanges commerciaux tout en assurant l'approvisionnement du marché intérieur. Des règles commerciales prévisibles sont essentielles. Le Canada devrait jouer un rôle de chef de file pour défendre des règles commerciales prévisibles et fondées sur la science, faire respecter les accords commerciaux, diversifier les marchés et

Our request is clear: Canada must integrate the National Food Security Strategy as a pillar of Canada's national security strategy. As pork producers, that integration will help us ensure Canadian families continue to have access to affordable, nutritious, domestically supplied protein. As Canadians, our proposed strategy will strengthen our sovereignty and our reputation as a reliable economic and diplomatic partner.

Thank you.

The Chair: Thank you. Perfectly timed. Next we have Ms. Bélanger.

[*Translation*]

Luce Bélanger, Vice-Chair, Chicken Farmers of Canada: Good morning and thank you for having me. I'm Luce Bélanger. I'm the Vice-Chair of Chicken Farmers of Canada and a chicken farmer with a registered facility in Saint-Gabriel-de-Valcartier, north of Quebec City.

[*English*]

Canada's 2,800 chicken farmers play a vital role in our country. Every day, we produce safe, high-quality chicken for Canadians — raised right, right here at home. The work done by Canada's 2,800 chicken farmers helps create more than 112,000 total jobs and contributes $12.2 billion to Canada's GDP. These jobs are throughout the value chain, supporting local businesses, such as equipment suppliers, veterinarians, truck drivers and processors, all while meeting the needs of Canadians for made-in-Canada nutritious food. I welcome the opportunity to speak to how the Canadian chicken sector strongly contributes to food security in our country. Namely, I'm here to talk about how, thanks to our supply management, we have production in all 10 provinces, preventing mass consolidation in a few geographic areas, mitigating risks in case of animal disease and ensuring fresh local food for communities. Supply management is a uniquely Canadian system that aligns production with domestic demand. By maintaining strong domestic production, supply management contributes directly to Canada's food security.

Supply management helps protect Canadians from severe product shortages and price spikes because our farmers set production every eight-week period, ensuring a stable supply of chicken throughout the country at any given time. While many factors influence retail food prices, supply management helps

s'attaquer aux obstacles non tarifaires au commerce. La reconnaissance des ententes de zonage en cas de maladie peut renforcer les partenariats et réduire les perturbations évitables.

Notre demande est claire : le Canada doit faire de la Stratégie nationale de sécurité alimentaire un pilier de sa stratégie de sécurité nationale. Pour nous, producteurs de porc, cette intégration nous aidera à faire en sorte que les familles canadiennes continuent d'avoir accès à des protéines abordables et nutritives produites au pays. Pour nous, Canadiens, la stratégie que nous proposons renforcera notre souveraineté et notre réputation de partenaire économique et diplomatique fiable.

Merci.

La présidente : Merci. Vous avez parfaitement respecté le temps imparti. Nous passons maintenant à Mme Bélanger.

[*Français*]

Luce Bélanger, vice-présidente, Producteurs de poulet du Canada : Bonjour et merci de me recevoir. Je m'appelle Luce Bélanger. Je suis vice-présidente des Producteurs de poulet du Canada. Je suis productrice de poulet agréée à Saint-Gabriel-de-Valcartier, au nord de la ville de Québec.

[*Traduction*]

Les 2 800 producteurs de poulet du Canada jouent un rôle essentiel dans notre pays. Chaque jour, nous produisons pour les Canadiens du poulet salubre et de grande qualité, bien élevé, ici même, chez nous. Le travail des 2 800 producteurs de poulet du Canada contribue à créer plus de 112 000 emplois au total et à générer 12,2 milliards de dollars pour le PIB du Canada. Ces emplois se trouvent tout au long de la chaîne de valeur et soutiennent des entreprises locales, comme les fournisseurs d'équipement, les vétérinaires, les camionneurs et les transformateurs, tout en répondant aux besoins des Canadiens en aliments nutritifs produits au pays. Je suis heureuse de pouvoir expliquer la contribution importante du secteur canadien du poulet à la sécurité alimentaire au pays. Plus précisément, je suis ici pour expliquer comment la gestion de l'offre nous permet de produire du poulet dans les 10 provinces, ce qui évite une concentration massive de la production dans quelques régions, atténue les risques en cas de maladie animale et assure l'approvisionnement des communautés en aliments frais et locaux. La gestion de l'offre est un système propre au Canada qui permet d'ajuster la production à la demande intérieure. En maintenant une forte production au pays, elle contribue directement à la sécurité alimentaire du Canada.

La gestion de l'offre contribue à protéger les Canadiens contre les graves pénuries de produits et les flambées de prix, car nos producteurs fixent leur production pour chaque période de huit semaines, ce qui assure un approvisionnement stable en poulet partout au pays, en tout temps. De nombreux facteurs influent

reduce significant swings in domestic production, avoiding the ups and downs that can contribute to price volatility.

The system also reduces dependence on imports, which is particularly important during this time of global uncertainty and supply chain disorder.

For this reason, supply management is an important tool in having autonomy over our food supply. We can't let other countries make choices for us. In fact, a 2025 KPMG study found that 91% of Canadians say recent trade instability has reinforced the need to maintain supply management.

In our sector, we are proud that there are family farms in every province, creating jobs, economic contributions and local food security.

Having family farms across the country means we are better positioned to manage disruptions caused by animal disease outbreaks, extreme weather or other regional challenges, helping maintain a stable food supply for Canadians. The risks created by any of these catastrophic events are better mitigated thanks to the flexibility of our farmers and our supply chain partners.

Having farms in every province means there is also processing available nearby.

Chicken Farmers of Canada welcomes the National Food Security Strategy and the government's efforts to address food affordability and reliance on exports. We are pleased to see supply management recognized in the strategy, highlighting that our high-quality products are produced and processed here at home, contributing to Canada's rural vitality and food sovereignty.

While Canada's food system is strong, maintaining food security also requires confidence that import rules are being enforced and that products entering Canada are accurately identified.

Our sector has been faced with the prevalence of imported broiler chicken mislabelled as spent fowl for several years. While there is market access provided for broiler meat based off agreements with trading partners, there are no restrictions on spent fowl, which are egg-laying hens processed at the end of their cycle. There are no restrictions on spent fowl imports. They can enter Canada duty-free. This mislabelling of food products is

sur les prix des aliments au détail, mais la gestion de l'offre contribue à réduire les fluctuations importantes de la production intérieure, ce qui évite les hauts et les bas qui peuvent favoriser l'instabilité des prix.

Ce système réduit également la dépendance aux importations, ce qui est particulièrement important en cette période d'incertitude mondiale et de perturbation des chaînes d'approvisionnement.

C'est pourquoi la gestion de l'offre est un outil important pour assurer notre autonomie en matière d'approvisionnement alimentaire. Nous ne pouvons pas laisser d'autres pays décider à notre place. D'ailleurs, selon une étude menée par KPMG en 2025, 91 % des Canadiens affirment que l'instabilité commerciale récente a renforcé la nécessité de maintenir la gestion de l'offre.

Dans notre secteur, nous sommes fiers de compter des fermes familiales dans toutes les provinces. Elles créent des emplois, contribuent à l'économie et assurent la sécurité alimentaire locale.

La présence de fermes familiales partout au pays nous permet de mieux gérer les perturbations causées par les éclosions de maladies animales, les phénomènes météorologiques extrêmes ou d'autres difficultés régionales, ce qui contribue à maintenir un approvisionnement alimentaire stable pour les Canadiens. Les risques liés à chacun de ces événements catastrophiques sont mieux atténués grâce à la souplesse de nos producteurs et de nos partenaires de la chaîne d'approvisionnement.

La présence de fermes dans chaque province signifie aussi qu'il y a des installations de transformation à proximité.

Les Producteurs de poulet du Canada saluent la Stratégie nationale de sécurité alimentaire et les efforts du gouvernement pour rendre les aliments plus abordables et s'attaquer à la dépendance aux exportations. Nous sommes heureux que la stratégie reconnaisse la gestion de l'offre et souligne que nos produits de grande qualité sont produits et transformés ici même, ce qui contribue à la vitalité rurale et à la souveraineté alimentaire du Canada.

Le système alimentaire canadien est solide, mais pour maintenir la sécurité alimentaire, il faut aussi avoir l'assurance que les règles d'importation sont appliquées et que les produits qui entrent au Canada sont correctement identifiés.

Depuis plusieurs années, notre secteur doit composer avec des importations fréquentes de poulet à griller faussement étiqueté comme de la volaille de réforme. Les accords conclus avec nos partenaires commerciaux prévoient un accès au marché pour la viande de poulet à griller, mais aucune restriction ne s'applique à la volaille de réforme, c'est-à-dire aux poules pondeuses transformées à la fin de leur cycle de production. Il n'y a aucune

fraudulent and risks undermining consumer trust and food safety because mislabelled products cannot be traced if there is a recall.

When imports enter Canada under the wrong classification, they create uncertainty about the true volume of chicken available in the domestic market. Over time, this undermines the effectiveness of the supply management system that helps maintain a stable domestic supply of chicken for Canadians.

Ensuring that Canada's import controls are effectively enforced will help protect consumer confidence, support food safety and preserve the domestic production system that contributes to food safety for Canadians. In an increasingly uncertain world, the ability to produce our own food is a national strength.

Through supply management, Canada's chicken farmers help ensure that Canadians can count on a stable supply of safe food and high-quality food produced in communities through strong domestic production, resilient supply chains and the hard work of Canadian farmers. We are proud to contribute to that foundation every day. Thank you.

The Chair: Thank you. Perfectly timed as well. Appreciate that. So no pressure on you, Ms. Spooner. The floor is now yours.

Natalie Spooner, Chief Executive Officer, Ottawa Food Bank: Thank you, chair and members of the committee. My name is Natalie Spooner, and I'm the CEO of the Ottawa Food Bank. I would like to begin by describing the role we play in the food system because our experience gives us a practical perspective on the relationship between food production, food access and the infrastructure that connects the two. The Ottawa Food Bank is a central distribution hub for nearly 100 community food programs across the National Capital Region. Beyond receiving and distributing food across the city, we work closely with farmers, producers and retailers to purchase, collect, recover and even grow our own food to meet community needs.

However, over the years, our scope has changed, and the network of community and emergency food banks has been stepping up in a big way, prioritizing not only food but also the overall health and well-being of the people we serve.

restriction à l'importation de volaille de réforme. Elle peut entrer au Canada en franchise de droits. Cet étiquetage trompeur des produits alimentaires est frauduleux et risque de miner la confiance des consommateurs et de compromettre la salubrité des aliments, car il est impossible de retracer les produits mal étiquetés en cas de rappel.

Lorsque des importations entrent au Canada sous une mauvaise classification, elles créent de l'incertitude quant au volume réel de poulet disponible sur le marché intérieur. À la longue, cela nuit à l'efficacité du système de gestion de l'offre, qui contribue à maintenir un approvisionnement intérieur stable en poulet pour les Canadiens.

Veiller à l'application efficace des contrôles à l'importation au Canada contribuera à protéger la confiance des consommateurs, à favoriser la salubrité des aliments et à préserver le système de production intérieure qui contribue à la salubrité des aliments offerts aux Canadiens. Dans un monde de plus en plus incertain, la capacité de produire nos propres aliments est une force nationale.

Grâce à la gestion de l'offre, les producteurs de poulet du Canada contribuent à assurer aux Canadiens un approvisionnement stable en aliments salubres et de grande qualité produits dans les communautés, en misant sur une forte production intérieure, des chaînes d'approvisionnement résilientes et le travail acharné des agriculteurs canadiens. Nous sommes fiers de contribuer chaque jour à cette base solide. Merci.

La présidente : Merci. Vous avez vous aussi parfaitement respecté le temps imparti. Je vous en remercie. Il n'y a donc aucune pression, madame Spooner. Vous avez la parole.

Natalie Spooner, directrice générale, Banque d'alimentation d'Ottawa : Merci, madame la présidente, mesdames et messieurs les membres du comité. Je m'appelle Natalie Spooner et je suis directrice générale de la Banque d'alimentation d'Ottawa. Je voudrais d'abord décrire notre rôle dans le système alimentaire, car notre expérience nous donne un point de vue concret sur les liens entre la production alimentaire, l'accès aux aliments et les infrastructures qui relient les deux. La Banque d'alimentation d'Ottawa est un centre de distribution pour près de 100 programmes alimentaires communautaires de la région de la capitale nationale. En plus de recevoir et de distribuer des aliments partout dans la ville, nous travaillons en étroite collaboration avec des agriculteurs, des producteurs et des détaillants pour acheter, recueillir et récupérer des aliments, et même cultiver les nôtres, afin de répondre aux besoins de la communauté.

Toutefois, notre champ d'action a évolué au fil des ans, et le réseau des banques alimentaires communautaires et des banques alimentaires d'urgence a considérablement accru ses efforts en donnant la priorité non seulement à l'alimentation, mais aussi à la santé et au bien-être général des personnes que nous aidons.

This is so important when you think that 37% of food bank visitors in Ottawa are children, while one in four Ottawa households are experiencing food insecurity. Through some of our youth programs, we have seen that when fresh, nutritious food is available, children will choose it, often because the items may not be available when they are at home.

Food security is not only about whether food exists somewhere in the system, but whether people, including children, can actually access nutritious food and have meaningful choices. For over 40 years, the Ottawa Food Bank and our member agencies have continuously adapted to meet that need.

Let me tell you what I mean by this. In our last fiscal year, we distributed nearly 8 million pounds of food compared to the same 8 million pounds of food we distributed a decade ago. The volume we distributed has largely remained the same. What has changed is the type of food that we are committed to providing.

We are putting more emphasis on fresh and nutritious and culturally relevant food, with nearly 50% of our food distributed being fresh. This commitment has required us to build our own capacity. To support this work, in 2023, we expanded to a 53,000-square-foot warehouse and continued to grow over 170,000 pounds of fresh produce on donated land from our Community Harvest Farm.

This is what the connection between local agriculture production and community food access actually looks like.

These experiences have shaped how we think about Canada's food system. The challenge is not only how much food Canada can produce, but whether nutritious food actually reaches communities that need it so that no one is left behind.

There is already a significant network that can help do that. Food banks across Canada have already built infrastructure expertise and distribution networks that governments can leverage to strengthen connections between agriculture and community food access.

But it's equally important to recognize what a strong food system cannot solve on its own. Last year, we saw more than 588,000 visits for food support.

Those numbers represent people and families who make difficult choices every single day on how to afford the basics.

C'est très important quand on sait que les enfants représentent 37 % des usagers des banques alimentaires à Ottawa, et qu'un ménage ottavien sur quatre vit dans l'insécurité alimentaire. Dans certains de nos programmes pour les jeunes, nous avons constaté que, lorsque des aliments frais et nutritifs leur sont proposés, les enfants les choisissent, souvent parce qu'ils n'y ont pas nécessairement accès à la maison.

La sécurité alimentaire ne se résume pas à la présence d'aliments quelque part dans le système. Il faut aussi que les gens, y compris les enfants, puissent réellement avoir accès à des aliments nutritifs et disposent d'un véritable choix. Depuis plus de 40 ans, la Banque d'alimentation d'Ottawa et ses organismes membres s'adaptent continuellement pour répondre à ce besoin.

Permettez-moi de vous expliquer ce que je veux dire. Au cours du dernier exercice, nous avons distribué près de huit millions de livres d'aliments, soit le même volume qu'il y a 10 ans. Le volume distribué est demeuré à peu près le même. Ce qui a changé, c'est le type d'aliments que nous nous engageons à offrir.

Nous accordons plus d'importance aux aliments frais, nutritifs et adaptés aux cultures des gens. Près de 50 % des aliments que nous distribuons sont frais. Cet engagement nous a obligés à accroître nos capacités. Pour soutenir ce travail, nous avons emménagé en 2023 dans un entrepôt plus grand de 53 000 pieds carrés et nous avons continué à produire plus de 170 000 livres de fruits et légumes frais sur des terres qui nous ont été données pour notre ferme de récolte communautaire.

Voilà à quoi ressemble concrètement le lien entre la production agricole locale et l'accès aux aliments dans la communauté.

Ces expériences ont façonné notre façon de concevoir le système alimentaire canadien. Le défi ne tient pas seulement à la quantité d'aliments que le Canada peut produire. Il faut aussi que des aliments nutritifs parviennent réellement aux communautés qui en ont besoin, pour que personne ne soit laissé pour compte.

Il existe déjà un vaste réseau qui peut y contribuer. Les banques alimentaires du Canada ont déjà acquis une expertise en matière d'infrastructures et créé des réseaux de distribution dont les gouvernements peuvent tirer parti pour renforcer les liens entre l'agriculture et l'accès aux aliments dans les communautés.

Il est toutefois tout aussi important de reconnaître les problèmes qu'un système alimentaire solide ne peut pas résoudre à lui seul. L'an dernier, nous avons enregistré plus de 588 000 visites pour obtenir de l'aide alimentaire.

Ces chiffres représentent des personnes et des familles qui doivent chaque jour faire des choix difficiles pour arriver à se payer l'essentiel.

Household food insecurity is primarily an affordability issue. I will repeat that: Household food insecurity is primarily an issue of affordability. A resilient food system can make nutritious food available, but it does not mean every household can afford to participate in that system.

We believe that we need both. We need a resilient food system supported by infrastructure and community networks that allow nutritious food to move efficiently. And we need to address income and affordability pressures that prevent people from accessing this food in the first place.

At the Ottawa Food Bank and across the networks we serve, this means continuing to build strong partnerships, strengthening community food access and advocating for solutions that address the root causes of food insecurity. We have built this infrastructure with our community, for our community, over the past 40 years, and we now have the opportunity for government to join us and help us strengthen what is already there. Thank you.

The Chair: That was under time and very impactful. Thank you, Ms. Spooner. Now we're going to proceed to questions from senators. You will each have five minutes for your question, including the answer. We'll start with our deputy chair.

Senator McNair: Thank you to the witnesses for being here today. And thank you to everyone on the panel for the work you do to feed Canadians.

In Prime Minister Carney's June 11 speech, he launched Canada's $3-billion National Food Security Strategy designed to build a more affordable and resilient food system in Canada. According to the speech, the strategy has four objectives: to increase grocery store competition and create more choice for Canadians; to process more food in Canada; to grow more fruits and vegetables year-round; and to lower prices by removing regulatory barriers for farmers and producers so that they can put more Canadian food on more shelves more easily.

To the Canadian Pork Council and to Chicken Farmers of Canada, how can the strategy improve meat processing capacity in Canada? How could the strategy improve interprovincial and interterritorial trade barriers regarding the inspection and distribution of meat in Canada? I'm curious to know whether you have seen any disruptions to your producers so far as a result of increased tariffs.

L'insécurité alimentaire des ménages est avant tout un problème d'abordabilité. Je le répète : l'insécurité alimentaire des ménages est avant tout un problème d'abordabilité. Un système alimentaire résilient peut rendre les aliments nutritifs disponibles, mais cela ne veut pas dire que tous les ménages ont les moyens d'y avoir accès.

Nous croyons qu'il faut agir sur les deux fronts. Nous avons besoin d'un système alimentaire résilient, soutenu par des infrastructures et des réseaux communautaires qui permettent d'acheminer efficacement les aliments nutritifs. Nous devons aussi nous attaquer aux pressions sur les revenus et l'abordabilité qui empêchent les gens d'avoir accès à ces aliments au départ.

Pour la Banque d'alimentation d'Ottawa et l'ensemble des réseaux que nous desservons, cela signifie continuer à bâtir des partenariats solides, améliorer l'accès aux aliments dans les communautés et préconiser des solutions qui s'attaquent aux causes profondes de l'insécurité alimentaire. Au cours des 40 dernières années, nous avons bâti ces infrastructures avec notre communauté et pour elle. Le gouvernement a maintenant l'occasion de se joindre à nous et de nous aider à renforcer ce qui existe déjà. Merci.

La présidente : Votre exposé était très percutant et vous n'avez même pas utilisé tout votre temps. Merci, madame Spooner. Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs. Vous disposerez chacun de cinq minutes pour votre question, réponse comprise. Nous commencerons par le vice-président.

Le sénateur McNair : Merci aux témoins d'être ici aujourd'hui. Je vous remercie aussi tous du travail que vous accomplissez pour nourrir les Canadiens.

Dans son discours du 11 juin, le premier ministre Carney a lancé la Stratégie nationale de sécurité alimentaire du Canada, dotée de 3 milliards de dollars, pour mettre en place un système alimentaire plus abordable et plus résilient au Canada. Selon ce discours, la stratégie comporte quatre objectifs : accroître la concurrence entre les épiceries et offrir davantage de choix aux Canadiens; transformer davantage d'aliments au Canada; cultiver plus de fruits et de légumes tout au long de l'année; faire baisser les prix en supprimant les obstacles réglementaires auxquels font face les agriculteurs et les producteurs, afin qu'ils puissent plus facilement mettre davantage de produits alimentaires canadiens sur davantage de tablettes.

Ma question s'adresse au Conseil canadien du porc et aux Producteurs de poulet du Canada. Comment cette stratégie peut-elle améliorer la capacité de transformation de la viande au Canada? Comment pourrait-elle réduire les obstacles au commerce interprovincial et interterritorial en matière d'inspection et de distribution de la viande au Canada? J'aimerais aussi savoir si la hausse des droits de douane a déjà entraîné des perturbations pour vos producteurs.

Mr. Roy: I will start. Regarding the question of investment in the processing industry, it has been announced in the strategy that there would be some funding available for processing capacity. I'll speak about pork in general. This will be really helpful.

Right now, we are exporting some of our finished hogs into the United States, which reduces our ability to have the value added in Canada, and it also weakens our position. It's hard to send live animals around. It is much easier to send the finished product.

So it's great. We welcome the measure. It is needed. The bottleneck today is the processing industry. As mentioned, there are several components that can be added to this, and I would add the question of red tape.

We do see potential, especially in animal health products, where we can reduce red tape and increase access to veterinary products. I will go with these two for the moment.

Lauren Kennedy, Director of Public Affairs and Communications, Chicken Farmers of Canada: Regarding what René said about animal health products, we have been facing a backlog for a number of years when it comes to access to veterinary medicines and animal health products, such as vaccines, alternative antimicrobial products, feed and water additives. We welcomed that the National Food Security Strategy included speeding that up. It is very important for our farmers to have access to those that are available in other countries, so we welcome that is going to happen, hopefully, in short measure. I believe the National Food Security Strategy said within the next four years.

From a processing perspective, as mentioned in Luce's speech, we have processors in 9 out of 10 provinces, and we have production in every single province. That ensures we are creating jobs and that your food or chicken comes from your province, for the most part.

That also means that our Raised by a Canadian Farmer Animal Care Program and On-Farm Food Safety Program are audited in every province on every farm.

And I'll ask Luce if she has anything supplementary to add there.

Ms. Bélanger: You covered it all there. Processing is quite expensive. With the increase in production, they have to increase their size as well. It is a big help for everyone. Thank you.

M. Roy : Je vais commencer. En ce qui concerne les investissements dans l'industrie de la transformation, la stratégie annonce du financement pour la capacité de transformation. Je vais parler du porc en général. Ce sera vraiment utile.

À l'heure actuelle, nous exportons une partie de nos porcs d'abattage vers les États-Unis, ce qui réduit notre capacité de créer de la valeur ajoutée au Canada et affaiblit aussi notre position. Il est difficile d'expédier des animaux vivants. Il est beaucoup plus facile d'expédier le produit fini.

C'est donc une excellente nouvelle. Nous saluons cette mesure. Elle est nécessaire. Aujourd'hui, le goulot d'étranglement se trouve dans l'industrie de la transformation. Comme je l'ai mentionné, plusieurs éléments pourraient s'y ajouter, notamment la question des formalités administratives.

Nous voyons des possibilités, surtout en ce qui concerne les produits de santé animale, où nous pouvons alléger les formalités administratives et améliorer l'accès aux produits vétérinaires. Je m'en tiendrai à ces deux éléments pour le moment.

Lauren Kennedy, directrice des relations publiques et des communications, Producteurs de poulet du Canada : Pour revenir aux propos de M. Roy sur les produits de santé animale, depuis plusieurs années, nous devons composer avec des retards dans l'accès aux médicaments vétérinaires et aux produits de santé animale, comme les vaccins, les produits de remplacement des antimicrobiens et les additifs pour les aliments et l'eau. Nous avons été heureux de constater que la Stratégie nationale de sécurité alimentaire prévoyait d'accélérer le processus. Il est très important pour nos producteurs d'avoir accès aux produits disponibles dans d'autres pays. Nous sommes donc heureux que cela se fasse, espérons-le, rapidement. Je crois que la Stratégie nationale de sécurité alimentaire prévoyait un délai de quatre ans.

Sur le plan de la transformation, comme Mme Bélanger l'a mentionné dans son exposé, nous avons des transformateurs dans 9 provinces sur 10 et des producteurs dans toutes les provinces. Cela nous permet de créer des emplois et de faire en sorte que vos aliments, ou votre poulet, proviennent en grande partie de votre province.

Cela signifie aussi que notre Programme de soins aux animaux Élevé par un producteur canadien et notre Programme de salubrité à la ferme font l'objet d'audits dans chaque province et dans chaque ferme.

Je vais demander à Mme Bélanger si elle souhaite ajouter quelque chose.

Mme Bélanger : Vous avez fait le tour de la question. La transformation coûte assez cher. Comme la production augmente, les transformateurs doivent aussi agrandir leurs

Senator Black: My first question is for the Canadian Pork Council. We have heard about the need to expand pork exports, yet many Canadians, as we have already heard, face food insecurity. How do you reconcile these priorities, and how does exporting pork help keep food available and affordable here at home?

Claire Citeau, Vice-President of Trade Advocacy and Public Affairs, Canadian Pork Council: Both are ultimately complementary. The system would be very different if we were to supply only the domestic market. We are an export-oriented industry. Over 70% of our production is exported to the U.S., China, Mexico and Japan, which are some of our top-priority markets.

It is the need to feed the world that helps us also feed Canadians at home. It is from that perspective that the Canadian Pork Council is recommending that food security be a pillar of national security and, by extension, foreign policy. Canada's ability to feed the world is an asset that strengthens not only food security at home but also food security and, ultimately, security elsewhere too.

Senator Black: Thank you very much. To Chicken Farmers of Canada, are there any issues particular to your sector that may put our country's food sovereignty or food security at risk? And if you can expand on it, how can our government then get more involved in helping out? You have touched on this, but maybe go a little deeper.

Ms. Bélanger: Obviously, with all the trade deals that are being made — supply management is a system that works on three dimensions, and border control is one of those things that is important to keep the supply management system working.

Any opening or increase of those trade deals will reduce production in Canada. Domestic production will have to decrease because we're importing so much. We always try to produce or get enough chicken to feed the population without oversupplying so that there is no waste. Lauren, maybe you can continue on that one, please.

Ms. Kennedy: Just to touch on what Luce mentioned earlier, mislabelling broiler chicken as spent fowl, which is coming into the country illegally, definitely impacts our production levels, and that is a food security and food safety risk. If there were to be a food safety recall in the United States, which is generally

installations. C'est une aide importante pour tout le monde. Merci.

Le sénateur Black : Ma première question s'adresse au Conseil canadien du porc. On nous a parlé de la nécessité d'accroître les exportations de porc, mais, comme nous l'avons déjà entendu, de nombreux Canadiens vivent dans l'insécurité alimentaire. Comment conciliez-vous ces priorités, et en quoi les exportations de porc contribuent-elles à garder les aliments disponibles et abordables ici, au pays?

Claire Citeau, vice-présidente, Défense des intérêts commerciaux et Affaires publiques, Conseil canadien du porc : En fin de compte, les deux sont complémentaires. Le système serait très différent si nous approvisionnions uniquement le marché intérieur. Notre industrie est tournée vers l'exportation. Plus de 70 % de notre production est exportée vers les États-Unis, la Chine, le Mexique et le Japon, qui comptent parmi nos marchés prioritaires.

C'est le besoin de nourrir le monde qui nous aide aussi à nourrir les Canadiens. C'est dans cette optique que le Conseil canadien du porc recommande de faire de la sécurité alimentaire un pilier de la sécurité nationale et, par extension, de la politique étrangère. La capacité du Canada de nourrir le monde est un atout qui renforce non seulement la sécurité alimentaire au pays, mais aussi la sécurité alimentaire et, au bout du compte, la sécurité ailleurs dans le monde.

Le sénateur Black : Merci beaucoup. Je m'adresse maintenant aux Producteurs de poulet du Canada. Y a-t-il des enjeux propres à votre secteur qui pourraient mettre en péril la souveraineté ou la sécurité alimentaire du pays? Pouvez-vous aussi nous expliquer comment le gouvernement pourrait intervenir davantage pour vous aider? Vous en avez parlé, mais vous pourriez peut-être approfondir la question.

Mme Bélanger : Évidemment, avec tous les accords commerciaux qui se concluent... La gestion de l'offre repose sur trois piliers, et le contrôle des importations est l'un des éléments importants pour assurer le bon fonctionnement du système.

Toute ouverture ou augmentation de l'accès prévu dans ces accords commerciaux réduira la production au Canada. La production intérieure devra diminuer parce que nous importons de si grandes quantités. Nous essayons toujours de produire ou d'obtenir assez de poulet pour nourrir la population sans créer de surplus, afin d'éviter le gaspillage. Madame Kennedy, pourriez-vous poursuivre sur ce point, s'il vous plaît?

Mme Kennedy : Pour revenir à ce que Mme Bélanger a mentionné, le poulet à griller faussement étiqueté comme de la volaille de réforme qui entre illégalement au pays a bel et bien un effet sur nos niveaux de production et présente un risque pour la sécurité alimentaire et la salubrité des aliments. S'il y avait un

where it comes from, we wouldn't know because that's mislabelled broiler chicken that has entered the market.

Another area that we do see could be a risk would be reciprocity of standards when it comes to animal care. Our farmers follow the Raised by a Canadian Farmer Animal Care Program, which is audited and mandatory on every farm across Canada.

When chicken comes into Canada, the Canadian Food Inspection Agency, or CFIA, checks to see if it's safe for Canadians to eat. That is great, but there is no reciprocity of standards when it comes to animal care. Our farmers are responding to consumer concerns and consumer questions and building public trust by following our Raised by a Canadian Farmer Animal Care Program, but that isn't the case with imported products.

Senator Black: Thank you. I'm going to move on to the Ottawa Food Bank. There is surging demand for local food programs and record-shattering visits to food banks across the country, and you said one in four households here in Ottawa can't afford to eat. For our report, can you give us two recommendations that you want to see in that report?

Ms. Spooner: When I look at the growth in severity of food insecurity, we are not just seeing the number of people attending food banks. We are seeing people who need to return to food banks more often.

When we are looking at recommendations, what I'm asking you to do is look at the infrastructure that is already available for food banking at large all across Canada and make sure it is not invisible to the assets that are already there. We don't want to entrench food banking in our system, but we need to invest in our infrastructure and capacity to be able to meet that growing demand and need.

When you're doing that report, one recommendation is to make sure to include food bank infrastructure as part of your possible assets.

Senator Sorensen: Thank you all for being here.

I'm going to start with Ms. Spooner. I live in a small town, and we have a food bank, but you can walk to it. The providers are pretty much our two local grocery stores and some of our restaurants, as far as I know.

For somebody like me, can you explain the expansiveness of what you're doing in a city centre from the food production piece — where are you getting your produce? You have a warehouse, and I heard you use the word "network." I'm curious

rappel pour des raisons de salubrité aux États-Unis, d'où ces produits proviennent généralement, nous ne le saurions pas, puisque le poulet à griller entré sur le marché est mal étiqueté.

Un autre risque que nous voyons concerne la réciprocité des normes de soins aux animaux. Nos producteurs suivent le Programme de soins aux animaux Élevé par un producteur canadien, qui est obligatoire et fait l'objet d'audits dans toutes les fermes du pays.

Lorsque du poulet entre au Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, ou ACIA, vérifie qu'il peut être consommé sans danger par les Canadiens. C'est très bien, mais il n'y a pas de réciprocité des normes en matière de soins aux animaux. En suivant notre Programme de soins aux animaux Élevé par un producteur canadien, nos producteurs répondent aux préoccupations et aux questions des consommateurs et renforcent la confiance du public, mais ce n'est pas le cas des produits importés.

Le sénateur Black : Merci. Je vais maintenant m'adresser à la Banque d'alimentation d'Ottawa. La demande auprès des programmes alimentaires locaux augmente rapidement et la fréquentation des banques alimentaires bat tous les records au pays. Vous avez dit qu'un ménage sur quatre, ici, à Ottawa, n'a pas les moyens de se nourrir. Pouvez-vous nous donner deux recommandations que vous aimeriez voir figurer dans le rapport?

Mme Spooner : Quand je constate que l'insécurité alimentaire s'aggrave, il ne s'agit pas seulement du nombre de personnes qui fréquentent les banques alimentaires. Nous voyons aussi des gens qui doivent y retourner plus souvent.

Pour ce qui est des recommandations, je vous demande d'examiner les infrastructures dont disposent déjà les banques alimentaires partout au Canada et de veiller à ce qu'elles ne soient pas oubliées parmi les ressources existantes. Nous ne voulons pas institutionnaliser le recours aux banques alimentaires, mais nous devons investir dans nos infrastructures et nos capacités pour pouvoir répondre à la demande et aux besoins croissants.

Une de mes recommandations pour votre rapport est donc d'inclure les infrastructures des banques alimentaires parmi les ressources sur lesquelles vous pouvez compter.

La sénatrice Sorensen : Merci à tous d'être ici.

Je vais commencer par Mme Spooner. Je vis dans une petite ville où il y a une banque alimentaire, mais on peut s'y rendre à pied. À ma connaissance, elle est approvisionnée surtout par nos deux épiceries locales et certains de nos restaurants.

Pour quelqu'un comme moi, pouvez-vous expliquer l'ampleur de vos activités dans un centre urbain, en commençant par la production alimentaire? D'où viennent vos fruits et légumes? Vous avez un entrepôt et je vous ai entendue employer le mot

as to how it all works and, most importantly, how people get to where they can get food.

Ms. Spooner: That is a great question. Thank you.

When people consider food banks, they think of a small local food bank but not necessarily the broad structure we've had to grow into over the past 40 years. As food banking has become an ongoing emergency — and it is non-temporary at this point — getting connected with other food banks has been very important. The Ottawa Food Bank is actually a network of 100 programs. When I say "network," they are individual organizations that work well together, so they're all independent. We don't own or operate them, but we are a supporter. Think of it as more like a membership-based agreement.

With that, we will do the collection of food. We will do our food and fundraising. A lot of our efforts are food and fundraising. Then we provide that to our member agencies, which are food banks that you will be familiar with, or other food programs like meal programs or drop-in programs. That way, they can focus on community-based support.

That's important because, when you think of food banking, people need to be able to access that support within their community, not travel for hours or however long it takes to get to a food bank. The journey of food security is hard and long as it already stands, so having a network like this and working with Feed Ontario and Food Banks Canada means we can still have a priority focus on community-based supports while being able to get alignment and support all across the country.

Senator Sorensen: Thank you. That was very helpful.

I'm going to ask Mr. Roy a question. I heard part of the answer, actually, from Ms. Kennedy.

You talked about the federal government investing in different areas to help with food production and food security. I heard the term "modernization of farms," and then you elaborated on some areas that would mean. That was the first part of my question. You made reference to equality for large, medium and small farms. I'd like to hear more about that.

My second part was answered by Ms. Kennedy, I think, because I was interested in the topic of animal health products where something has been approved but it's not working yet or not in operation yet.

« réseau ». J'aimerais savoir comment tout cela fonctionne et, surtout, comment les gens se rendent aux endroits où ils peuvent obtenir des aliments.

Mme Spooner : C'est une excellente question. Merci.

Quand les gens pensent aux banques alimentaires, ils imaginent une petite banque alimentaire locale, mais pas nécessairement la vaste structure que nous avons dû bâtir au cours des 40 dernières années. Comme l'aide alimentaire répond désormais à une urgence permanente — et qu'elle n'a plus rien de temporaire —, il est devenu très important de nouer des liens avec d'autres banques alimentaires. La Banque d'alimentation d'Ottawa est en fait un réseau de 100 programmes. Quand je parle de « réseau », il s'agit d'organismes distincts qui travaillent bien ensemble et qui sont tous indépendants. Nous n'en sommes ni propriétaires ni gestionnaires, mais nous leur apportons un soutien. Voyez cela plutôt comme une entente d'adhésion.

Dans ce cadre, nous recueillons les aliments et nous organisons des collectes de denrées et de fonds. Une grande partie de nos efforts y est consacrée. Nous distribuons ensuite les ressources à nos organismes membres, qui sont les banques alimentaires que vous connaissez ou d'autres programmes alimentaires, comme les programmes de repas ou les haltes-accueil. Cela leur permet de se concentrer sur le soutien offert dans leur communauté.

C'est important, car les gens doivent pouvoir obtenir l'aide d'une banque alimentaire dans leur communauté, sans devoir se déplacer pendant des heures, ou aussi longtemps qu'il le faut pour s'y rendre. Le chemin vers la sécurité alimentaire est déjà long et difficile. Disposer d'un tel réseau et travailler avec Feed Ontario et Banques alimentaires Canada nous permet donc de continuer à privilégier le soutien de proximité tout en assurant la concertation et en bénéficiant d'appuis à l'échelle du pays.

La sénatrice Sorensen : Merci. C'était très utile.

Je vais poser une question à M. Roy. En fait, Mme Kennedy y a déjà répondu en partie.

Vous avez parlé des investissements du gouvernement fédéral dans différents domaines pour soutenir la production et la sécurité alimentaires. Vous avez utilisé l'expression « modernisation des exploitations agricoles », puis vous avez précisé certains des domaines visés. C'était le premier volet de ma question. Vous avez parlé d'égalité entre les grandes, les moyennes et les petites exploitations agricoles. J'aimerais en savoir davantage.

Je pense que Mme Kennedy a répondu au deuxième volet de ma question. Je m'intéressais aux produits de santé animale, pour lesquels quelque chose a été approuvé, mais n'est pas encore en place ou en vigueur.

But I'll go to Mr. Roy and ask specifically about fairness, I guess.

Mr. Roy: Yes, that's a really good question. You picked up on something that we did not go deep into during the presentation.

We hear today that large projects are funded publicly. They have some facilitation in terms of financing. When we go with small and medium farms or firms, these facilities are not there. It's not as easy to have access to low-interest credit, for example. This makes a difference because it puts larger national projects on an uneven level. We are okay with this; it's not bad. It's just that it doesn't trickle down to all the sizes of firms, and it creates a challenge for resilience. Concentrations reduce — increased efficiency reduces resilience. When we foster action on small and medium enterprises, we increase our resilience as a nation.

Senator Sorensen: Thank you for that clarity. I think we've heard that in this room from different witnesses for different reasons. I've certainly heard it within Alberta. I really think it's an important point.

The Chair: A lot of hyping going on here.

Senator Muggli: Senator Sorensen, you made your point.

Ms. Citeau, is the export industry necessary to sustain the domestic pork industry? Would we have a domestic pork industry if we didn't have an export industry? Are the two interdependent?

Ms. Citeau: The need for export in the meat sector, certainly in the pork industry, is twofold: First, we get value for our products in certain markets that we do not get at home; and, second, there's carcass utilization in that there are some parts of the animal that we simply do not consume here in Canada or North America that we can sell in other markets. So the need to export comes from value but also carcass utilization.

The demand that comes from around the world that positions Canada as one of the top exporters of pork is driving that production that also provides the food production that we use to feed Canadians.

Senator Muggli: Are you saying "yes" to the question?

Ms. Citeau: Very much so, yes.

Je vais donc m'adresser à M. Roy pour lui poser une question qui porte plus précisément sur l'équité, je dirais.

M. Roy : Oui, c'est une très bonne question. Vous avez relevé un élément que nous n'avons pas approfondi dans notre exposé.

On entend aujourd'hui que de grands projets bénéficient de fonds publics. On facilite l'accès au financement. Ces facilités ne sont pas offertes aux petites et moyennes exploitations agricoles ou entreprises. Il n'est pas aussi facile pour elles d'obtenir du crédit à faible taux d'intérêt, par exemple. Cela fait une différence, car les grands projets nationaux ne sont pas sur un pied d'égalité avec les autres. Nous sommes d'accord avec ce soutien; ce n'est pas une mauvaise chose. Seulement, il ne profite pas aux entreprises de toutes tailles, et cela pose un problème de résilience. La concentration réduit... Les gains d'efficacité réduisent la résilience. Lorsque nous encourageons les initiatives des petites et moyennes entreprises, nous augmentons notre résilience en tant que pays.

La sénatrice Sorensen : Merci pour ces précisions. Je pense que différents témoins nous ont déjà fait part de cette idée ici même, pour différentes raisons. Je l'ai certainement entendue en Alberta. Je pense vraiment que c'est un point important.

La présidente : Voilà qui suscite beaucoup d'enthousiasme.

La sénatrice Muggli : Sénatrice Sorensen, vous avez fait valoir votre point de vue.

Madame Citeau, les exportations sont-elles nécessaires pour soutenir l'industrie porcine canadienne? Aurions-nous une industrie porcine au pays si nous n'exportions pas? Ces deux activités sont-elles interdépendantes?

Mme Citeau : Le besoin d'exporter dans le secteur de la viande, et certainement dans l'industrie porcine, s'explique de deux façons. Premièrement, certains marchés nous permettent d'obtenir pour nos produits un prix que nous ne pouvons pas obtenir ici. Deuxièmement, il y a la valorisation des carcasses : certaines parties de l'animal ne sont tout simplement pas consommées au Canada ou en Amérique du Nord, mais nous pouvons les vendre sur d'autres marchés. Le besoin d'exporter tient donc à la valeur des produits, mais aussi à la valorisation des carcasses.

La demande mondiale, qui fait du Canada l'un des principaux exportateurs de porc, stimule cette production qui nous permet aussi de nourrir les Canadiens.

La sénatrice Muggli : Répondez-vous donc « oui » à ma question?

Mme Citeau : Tout à fait, oui.

Senator Muggli: In terms of the processing side, what is needed to support or encourage producers to venture into the processing side? What are the barriers? Is a part of it psychological or being risk-averse?

In our country, we're seeing a lot of challenges trying to move into the processing of food because it's expensive and people need a lot of support to do that.

Do you have any comments on that, Mr. Roy?

Mr. Roy: I'll start by saying this: To the critics of meat processors, this is a business. Going from the production into the processing industry are two different games. It is not that one is easy and the other one is easier. It's the fact that it's two different businesses.

Producers jumping into the venture of processing requires a lot of financial capacity but also intelligence that takes a long time to build. Some went there, but it's not easy. I'll start with that part.

Senator Muggli: How can we get there?

Mr. Roy: The red tape is something that is major for —

Senator Muggli: Is there specific red tape?

Mr. Roy: Yes. When we look at the capacity to have export certificates, it tends to be long. It has been improved with the CFIA in recent years, but you also have to establish the infrastructure — not only at the federal level — and you also have all the environmental requirements for such facilities. They're large.

You have to think about 10 years before you have your facility. You can imagine it's a long business if you start from scratch. If you acquire something, that's a different reality.

Also, there's the question of having labour. If we don't have skilled labour to start the business, imagine how long it takes to have efficient processing capacity.

Senator Muggli: I was actually going to ask about temporary foreign workers and if you've seen obvious changes in the last year or challenges that are creating barriers. That might be a question for the Chicken Farmers of Canada folks. Do you have any thoughts on that, though?

Ms. Bélanger: I'll answer that.

La sénatrice Muggli : Du côté de la transformation, que faut-il faire pour soutenir ou encourager les producteurs qui souhaitent se lancer dans ce domaine? Quels sont les obstacles? Y a-t-il une dimension psychologique ou une certaine aversion pour le risque?

Au pays, nous constatons qu'il est très difficile de se lancer dans la transformation alimentaire parce que cela coûte cher et qu'il faut beaucoup de soutien.

Avez-vous des observations à ce sujet, monsieur Roy?

M. Roy : Je commencerai par dire ceci à ceux qui critiquent les transformateurs de viande : il s'agit d'une activité commerciale. La production et la transformation sont deux choses différentes. Ce n'est pas que l'une soit facile et l'autre plus facile encore. Ce sont tout simplement deux métiers différents.

Pour un producteur, se lancer dans la transformation exige d'importants moyens financiers, mais aussi un savoir-faire qui prend beaucoup de temps à acquérir. Certains l'ont fait, mais ce n'est pas facile. C'est ce que je dirais pour commencer.

La sénatrice Muggli : Comment pouvons-nous y parvenir?

M. Roy : Les formalités administratives constituent un obstacle majeur pour...

La sénatrice Muggli : Y a-t-il des formalités en particulier?

M. Roy : Oui. Obtenir des certificats d'exportation prend généralement beaucoup de temps. Il y a eu des améliorations avec l'ACIA ces dernières années, mais il faut aussi mettre en place les infrastructures — ce qui ne relève pas seulement du fédéral — et respecter toutes les exigences environnementales applicables à ces installations. Elles sont de grande envergure.

Il faut compter environ 10 ans avant d'avoir son installation. Vous pouvez imaginer que le processus est long quand on part de zéro. Si on fait une acquisition, c'est une autre réalité.

Il y a aussi la question de la main-d'œuvre. Si nous n'avons pas de main-d'œuvre qualifiée pour démarrer l'entreprise, imaginez le temps qu'il faut pour mettre en place une capacité de transformation efficace.

La sénatrice Muggli : J'allais justement vous poser une question sur les travailleurs étrangers temporaires : avez-vous constaté des changements marqués au cours de la dernière année ou des difficultés qui créent des obstacles? La question s'adresse peut-être aux représentants des Producteurs de poulet du Canada. Avez-vous des observations à ce sujet?

Mme Bélanger : Je vais répondre.

I do have a small processor that processes for local businesses. I know he had issues with having foreign workers come. All of the processing that was scheduled on that specific processing plant was cancelled, which put pressure on the other ones.

Processing is very difficult, like René said, and it's not easy to find another processor if yours is shut down or slowed down for whatever reason. Labour is very important.

Senator Muggli: So we're having issues with the timeliness of processing temporary foreign worker applications or work permits. Is that the theme?

Mr. Roy: Yes.

Senator Martin: Thank you very much for what you have shared with us. I have so many questions, but my first two will be for Ms. Spooner.

I absolutely agree that you have this infrastructure expertise, so I hope the government will leverage what you already know. What was missing in the National Food Security Strategy was it focused on structural supply but not on the root causes, so I think your presence here, along with the other groups, is so important.

First, with regard to what you said about culturally relevant food, especially if you also want to have fresh food, how does that need to be addressed in what you do?

Second, regarding food waste, I think 20% of what we have is wasted. Where in the agri-food supply chain are the greatest opportunities to prevent edible food from going to waste? What measures could help ensure that surplus foods are identified and redirected to food security organizations before they become unusable?

Based on what you said, those are the two areas I wanted to focus on.

Ms. Spooner: These are great questions, by the way. Wonderful.

When we're looking at our supply chain specifically — let's start there — because food banks have made this commitment to fresh food, affordability is one of our greatest challenges. We are seeing cost increases, specifically around items like chicken, meat, milk, eggs and that sort of thing, but it's not something you want to walk away from. You will food and fundraise much harder and faster because 98% of our funding comes from the community. Not getting funding from government does create challenges around infrastructure, which means that we constantly have to reassess where our priorities lie.

Je fais affaire avec un petit transformateur qui travaille pour des entreprises locales. Je sais qu'il a eu de la difficulté à faire venir des travailleurs étrangers. Toutes les activités de transformation prévues dans cette usine ont été annulées, ce qui a exercé des pressions sur les autres.

La transformation est très difficile, comme l'a dit M. Roy, et il n'est pas facile de trouver un autre transformateur si le vôtre ferme ses portes ou ralentit ses activités pour une raison quelconque. La main-d'œuvre est très importante.

La sénatrice Muggli : Nous avons donc des problèmes de délais de traitement des demandes de travailleurs étrangers temporaires ou de permis de travail. C'est bien cela?

M. Roy : Oui.

La sénatrice Martin : Merci beaucoup de ce que vous nous avez expliqué. J'ai tellement de questions, mais mes deux premières s'adressent à Mme Spooner.

Je suis tout à fait d'accord pour dire que vous possédez cette expertise en matière d'infrastructures. J'espère donc que le gouvernement tirera parti de vos connaissances. La lacune de la Stratégie nationale de sécurité alimentaire, c'est qu'elle était axée sur la structure de l'offre, sans s'attaquer aux causes profondes. Votre présence ici, aux côtés des autres groupes, est donc très importante à mes yeux.

Premièrement, vous avez parlé d'aliments adaptés aux cultures des gens. Comment devez-vous répondre à ce besoin dans vos activités, surtout si vous voulez aussi offrir des aliments frais?

Deuxièmement, pour ce qui est du gaspillage alimentaire, je crois que nous gaspillons 20 % des aliments dont nous disposons. À quelles étapes de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire pourrait-on le mieux éviter de gaspiller des aliments comestibles? Quelles mesures permettraient de repérer les surplus alimentaires et de les acheminer vers les organismes de sécurité alimentaire avant qu'ils ne deviennent inutilisables?

À la lumière de vos propos, ce sont les deux aspects sur lesquels je voulais me concentrer.

Mme Spooner : Ce sont d'excellentes questions, soit dit en passant. Vraiment.

Pour ce qui est de notre chaîne d'approvisionnement — commençons par là —, l'abordabilité est l'un de nos plus grands défis, car les banques alimentaires se sont engagées à offrir des aliments frais. Nous constatons des hausses de coûts, notamment pour le poulet, la viande, le lait, les œufs et d'autres produits du genre, mais nous ne voulons pas renoncer à cet engagement. Nous redoublons d'efforts et accélérons nos collectes de denrées et de fonds, car 98 % de notre financement provient de la communauté. L'absence de financement gouvernemental pose des problèmes d'infrastructures et nous oblige à réévaluer constamment nos priorités.

When we look at food waste recovery, I want to be very clear: When we look at providing support for the people we serve, dignity will always come first. We don't want to get food that is wasted and cannot be used; we want to get it before it hits waste. If we can get to the supply chain before it hits end of life and maybe get to the beginning of life — for example, we know a lot of food goes to waste on farms because it can't be harvested. How do we get that food that would be left in a field into our system so that we can then have access to it?

En ce qui concerne la récupération des aliments pour éviter le gaspillage, je veux être très claire : dans l'aide que nous apportons aux personnes que nous servons, la dignité passera toujours en premier. Nous ne voulons pas recevoir des aliments déjà perdus et inutilisables; nous voulons les récupérer avant qu'ils ne soient gaspillés. Si nous pouvions intervenir dans la chaîne d'approvisionnement avant qu'ils n'atteignent la fin de leur vie utile, voire au tout début... Par exemple, nous savons que beaucoup d'aliments sont gaspillés dans les fermes parce qu'ils ne peuvent pas être récoltés. Comment faire entrer dans notre système ces aliments qui resteraient autrement dans les champs, pour que nous puissions y avoir accès?

Those are some of the considerations of at what point in the supply chain we would like to get food distributed to us, and it's usually as high up the supply chain as possible. At the source, it would be more beneficial for food banks so that we're not balanced with the idea of food waste going into our garbage because it's at end of life and we can't use it. We want good-quality food for folks who deserve to have that access with dignity.

Voilà certains des éléments dont nous tenons compte pour déterminer à quel stade de la chaîne d'approvisionnement nous souhaitons recevoir les aliments, et c'est généralement le plus en amont possible. Les obtenir à la source serait plus avantageux pour les banques alimentaires. Nous éviterions ainsi de devoir jeter des aliments arrivés en fin de vie utile que nous ne pouvons pas utiliser. Nous voulons des aliments de bonne qualité pour des gens qui méritent d'y avoir accès dans la dignité.

Senator Martin: I hope you're at the table going forward with this strategy because there are so many solutions you have to offer Canada.

La sénatrice Martin : J'espère que vous participerez à la suite des travaux sur cette stratégie, car vous avez tant de solutions à proposer au Canada.

With my limited time, I do have a question for Mr. Roy. The first item you identified as an important priority in the strategy would be financing for small- and medium-sized enterprises, or SMEs, investment and access to capital. I was on the Banking Committee, and we just completed a study about the lack of capital and access to financing for SMEs.

Dans le peu de temps qu'il me reste, j'ai une question pour M. Roy. La première priorité importante que vous avez mentionnée pour la stratégie est le financement des petites et moyennes entreprises, ou PME, l'investissement et l'accès aux capitaux. Je siégeais au Comité des banques, et nous venons de terminer une étude sur le manque de capitaux et l'accès au financement pour les PME.

In the National Food Security Strategy, for domestic processing, there's only $150 million for food security funding for SMEs. I'm concerned the strategy does not include enough for SMEs in the agri-food sector for us to really address the needs we have going forward and to improve productivity for your industry.

Dans la Stratégie nationale de sécurité alimentaire, pour la transformation au pays, seulement 150 millions de dollars sont prévus pour financer les PME en matière de sécurité alimentaire. Je crains que la stratégie n'offre pas assez de soutien aux PME du secteur agroalimentaire pour que nous puissions réellement répondre aux besoins à venir et améliorer la productivité de votre industrie.

Would you comment and just focus on that particular point that you highlighted about the financing for SMEs and the access to capital?

Pouvez-vous nous en parler en vous concentrant sur ce point précis que vous avez soulevé, soit le financement des PME et l'accès aux capitaux?

Mr. Roy: I'll start by saying that we do welcome this strategy. We are really happy it is present. That being said, it's not enough. We need more.

M. Roy : Je commencerai par dire que nous saluons cette stratégie. Nous sommes vraiment heureux qu'elle existe. Cela dit, elle ne suffit pas. Il nous en faut davantage.

We have tools in Canada. Notably, there is FCC, which is Farm Credit Canada. There are means that are available to put this credit into the hands of SMEs.

Nous avons des outils au Canada, notamment Financement agricole Canada, ou FAC. Il existe des moyens de mettre ce crédit à la disposition des PME.

Yes, we hope that we can increase our ambition in terms of methods or programs that are included in this strategy, but we also hope that some of our organizations to finance infrastructure will be present to step up to the plate.

Senator Martin: Thank you.

Senator McBean: Thank you, everyone.

This seems like an obvious question, and I know you've all been answering it constantly, but I will ask it again. Canadians have been seeing food price increases for a while, and farmers have been seeing less profitability for a while. From your perspective — and I'll ask the question to both the Canadian Pork Council and Chicken Farmers of Canada — what factors are having the greatest impact on the costs of producing? How can governments help maintain affordability for consumers?

I feel like it's a chicken-and-egg question; it's right there. How do we help farmers make a profit? There are no dads in my family. How do we help farmers make a profit and help Canadians find food to be affordable? I'll go with the Canadian Pork Council first.

Mr. Roy: There are economic forces — it's important to state that — in a market situation that are hard to stop. The inflation of our inputs forces us to increase our prices, so it tends to reduce our margins at the production level.

That being said, there are ways to increase the fluidity of business by access to credit and also predictability of programs, notably on the labour side.

The other one is having access to animal health products. When we don't have access to these products, we are losing more animals. It creates animal welfare. When these tools are not available, it reduces our competitiveness. When we say "competitiveness," it's ultimately access to food on the shelf.

Ms. Bélanger: I'll just talk about the inputs that are coming into our farm.

We are grain buyers and users, so the cost of fuel is just impacting all the farms — chicken farms or any feather-producing farms — because we buy mostly grains and they're transported and produced with diesel. Also, there are energy costs for heating our barns because we heat even in the summer, especially with the little chickens; they need extra heat. That's an extra cost we weren't planning on having.

Oui, nous espérons pouvoir faire preuve de plus d'ambition quant aux moyens ou aux programmes prévus dans cette stratégie, mais nous espérons aussi que certains de nos organismes de financement des infrastructures répondront présents pour apporter leur contribution.

La sénatrice Martin : Merci.

La sénatrice McBean : Merci à tous.

La question peut paraître évidente, et je sais que vous y répondez constamment, mais je vais la poser de nouveau. Les Canadiens voient les prix des aliments augmenter depuis un certain temps, tandis que les agriculteurs voient leur rentabilité diminuer. Selon vous — et ma question s'adresse à la fois au Conseil canadien du porc et aux Producteurs de poulet du Canada —, quels facteurs influent le plus sur les coûts de production? Comment les gouvernements peuvent-ils aider à maintenir les aliments à un prix abordable pour les consommateurs?

J'ai l'impression que c'est le dilemme de l'œuf et de la poule; le jeu de mots était tout trouvé. Comment aider les agriculteurs à réaliser des profits? Il n'y a pas de papa dans ma famille. Comment aider les agriculteurs à réaliser des profits tout en permettant aux Canadiens de trouver des aliments abordables? Je vais commencer par le Conseil canadien du porc.

M. Roy : Dans une économie de marché, il existe des forces économiques — il est important de le préciser — qu'il est difficile de freiner. La hausse du coût de nos intrants nous oblige à augmenter nos prix et tend à réduire nos marges à la production.

Cela dit, il existe des moyens de faciliter les activités des entreprises, notamment l'accès au crédit et la prévisibilité des programmes, surtout en matière de main-d'œuvre.

Il y a aussi l'accès aux produits de santé animale. Sans ces produits, nous perdons plus d'animaux. Cela soulève des enjeux de bien-être animal. Quand ces outils ne sont pas disponibles, notre compétitivité en souffre. Quand nous parlons de « compétitivité », il s'agit, au bout du compte, de l'accès aux aliments sur les tablettes.

Mme Bélanger : Je vais simplement parler des intrants que nous utilisons dans notre ferme.

Nous achetons et utilisons des grains. Le coût du carburant touche donc toutes les fermes — les élevages de poulets ou de toute autre volaille — parce que nous achetons surtout des grains, dont la production et le transport nécessitent du diésel. Il y a aussi les coûts de l'énergie pour chauffer nos poulaillers, car nous chauffons même l'été, surtout pour les poussins, qui ont besoin de plus de chaleur. C'est un coût supplémentaire que nous n'avions pas prévu.

It's one of those costs that reduces our profitability, and it's something that we try to pass on to the processor side and pass on to the consumers. It's not something that we want, but it's almost inevitable.

Senator McBean: Ms. Spooner, do you want to take that one, or do you want the consumer side of that?

Ms. Spooner: Consumer would be great. Can you repeat the question for me again so that I can put it into context for you?

Senator McBean: How do we balance profitability for the farmer and ensure they're a sustainable business and people choose that business as well as affordability for the consumer?

Ms. Spooner: When we're talking about affordability, it's going to come down to what access looks like.

We have economic factors, but in terms of increased costs of produce, any way to keep those costs from climbing would be helpful.

I'm sure you would have heard from other farmers: There are other ways to subsidize farmers, for example with taxable benefits, which would encourage them to donate to food banks. Any policies or options where they can do tax recovery would be helpful too.

Ultimately, for the Ottawa Food Bank specifically, for us to battle growing food costs and prices, we do our own farm at this point. We've been able to get donated lands, so land access and land availability have also come up in our environment, even for a smaller organization like us.

When we're talking about how we can reduce that growing affordability issue, if we can make those tax breaks more available, that would encourage them to donate to us from the beginning.

Senator McBean: Thank you.

Senator Burey: Thank you so much for being here. Being the last one, I have to rejig my questions. I think the discussion has been so rich.

I'm going to start with Ms. Spooner. I like what you said about the whole issue of food security and looking at the two sides of it. We need both resilient food systems and also policy solutions that can address affordability. That was an impactful statement.

C'est l'un des coûts qui réduisent notre rentabilité et que nous essayons de répercuter sur les transformateurs et les consommateurs. Ce n'est pas ce que nous souhaitons, mais c'est presque inévitable.

La sénatrice McBean : Madame Spooner, voulez-vous répondre à cette question, ou préférez-vous l'aborder du point de vue du consommateur?

Mme Spooner : Le point de vue du consommateur me conviendrait très bien. Pouvez-vous répéter la question pour que je puisse bien situer ma réponse?

La sénatrice McBean : Comment assurer à la fois la rentabilité des exploitations agricoles, leur viabilité et leur capacité d'attirer des gens vers ce métier, tout en maintenant des prix abordables pour les consommateurs?

Mme Spooner : Quand on parle d'abordabilité, tout se ramène à la question de l'accès.

Il y a des facteurs économiques, mais, pour ce qui est de la hausse du coût des fruits et légumes, tout moyen d'empêcher ces coûts de grimper serait utile.

Je suis certaine que d'autres agriculteurs vous en ont parlé : il existe d'autres moyens de les subventionner, par exemple au moyen d'avantages fiscaux, ce qui les encouragerait à faire des dons aux banques alimentaires. Toute politique ou mesure qui leur permettrait de récupérer des sommes par l'intermédiaire du régime fiscal serait aussi utile.

En fin de compte, pour la Banque d'alimentation d'Ottawa en particulier, l'un des moyens de lutter contre la hausse du coût et du prix des aliments consiste maintenant à exploiter notre propre ferme. Nous avons pu obtenir des terres en don. L'accès aux terres et leur disponibilité sont donc devenus des enjeux pour nous aussi, même si nous sommes un petit organisme.

Pour atténuer ce problème croissant d'abordabilité, un accès plus large à ces allégements fiscaux encouragerait les agriculteurs à nous faire des dons dès le départ.

La sénatrice McBean : Merci.

La sénatrice Burey : Merci beaucoup d'être ici. Comme je suis la dernière à prendre la parole, je dois remanier mes questions. La discussion a été très riche.

Je vais commencer par Mme Spooner. J'ai aimé vos propos sur la sécurité alimentaire et la nécessité d'en examiner les deux aspects. Nous avons besoin à la fois de systèmes alimentaires résilients et de politiques qui s'attaquent aux problèmes d'abordabilité. C'était un message percutant.

I think we heard a little bit about how the government can support that food infrastructure. Continuing with Senator McBean's question, you had suggestions regarding taxable benefits, land access and that sort of thing.

However, this has to do with the National School Food Policy, but I think it has some relation to you. We heard from the Ontario Chapter of the Coalition for Healthy School Food. They were talking about Brazil's experience with zero hunger, where they had procurement targets for supporting the local food system, like buying food from farmers and that sort of thing. Do you have any comments on a procurement policy that supports farmers?

Ms. Spooner: When we're talking about procurement policy, it's a little bit outside the realm of food banking in that way. It doesn't show up in the same accessible language for us.

What we do find when talking about procurement is that keeping it local does help us build in those local systems. When we talk about how we work with our local community — the farm that donated to us — we are able to get local food, which means our overheads are lower.

When talking specifically about procurement, we are talking about procuring the right foods, specifically for youth. When you talk about food banks at large, that commitment to nutritious food is expensive. When we look at procurement for that, if there's any way to keep that procurement at a lower rate for us, it would benefit food banks all across the country.

Specifically, when kids are at school, we see an increase in need at the community level. School-based programming has been a benefit at large, and I think being able to support that and grow that beyond school systems would be helpful for food banks.

Senator Burey: Thank you. I will go to both the pork industry and the chicken farmers. Regarding procurement policies for local food systems, whether it be the food bank or the National School Food Policy, do you have any comments on how that can improve the resilience of our food systems?

Ms. Kennedy: Actually, I'm proud and happy to be sitting beside Natalie today because Chicken Farmers of Canada is a strong supporter of the Ottawa Food Bank. We donate about $50,000 worth of products to the food bank every year. We invested in their capital campaign to ensure they had that extra freezer space for the new facility so that they could have fresh chicken.

Je pense que nous avons entendu quelques idées sur la manière dont le gouvernement peut soutenir ces infrastructures alimentaires. Pour poursuivre dans le sens de la question de la sénatrice McBean, vous avez proposé des avantages fiscaux, l'accès aux terres et d'autres mesures du genre.

Ma question concerne toutefois la Politique nationale d'alimentation scolaire, mais je pense qu'elle vous touche aussi. Nous avons entendu la branche ontarienne de la Coalition pour une saine alimentation scolaire. Elle a parlé de l'expérience du Brésil avec le programme « faim zéro », qui prévoyait des cibles d'approvisionnement pour soutenir le système alimentaire local, par exemple par l'achat d'aliments auprès des agriculteurs. Avez-vous des observations sur une politique d'approvisionnement qui soutiendrait les agriculteurs?

Mme Spooner : Les politiques d'approvisionnement sortent un peu du champ d'activité des banques alimentaires, sous cet angle. Elles ne sont pas formulées dans des termes aussi accessibles pour nous.

Ce que nous constatons en matière d'approvisionnement, c'est qu'en achetant localement, nous contribuons à bâtir ces systèmes locaux. Grâce à nos liens avec la communauté — pensons à la ferme qui nous a donné des terres —, nous pouvons obtenir des aliments locaux, ce qui réduit nos frais généraux.

Quand nous parlons plus précisément d'approvisionnement, nous parlons d'obtenir les bons aliments, surtout pour les jeunes. Pour l'ensemble des banques alimentaires, l'engagement à offrir des aliments nutritifs coûte cher. Tout moyen de réduire nos coûts d'approvisionnement profiterait aux banques alimentaires de tout le pays.

Plus précisément, lorsque les enfants sont à l'école, nous constatons une hausse des besoins dans la communauté. Dans l'ensemble, les programmes en milieu scolaire ont été bénéfiques. Les soutenir et les étendre au-delà du milieu scolaire aiderait les banques alimentaires.

La sénatrice Burey : Merci. Je vais m'adresser à l'industrie porcine et aux producteurs de poulet. En ce qui concerne les politiques d'approvisionnement qui soutiennent les systèmes alimentaires locaux, que ce soit pour les banques alimentaires ou dans le cadre de la Politique nationale d'alimentation scolaire, pouvez-vous expliquer comment elles peuvent améliorer la résilience de nos systèmes alimentaires?

Mme Kennedy : En fait, je suis fière et heureuse d'être assise à côté de Mme Spooner aujourd'hui, car les Producteurs de poulet du Canada soutiennent activement la Banque d'alimentation d'Ottawa. Nous lui donnons des produits d'une valeur d'environ 50 000 $ chaque année. Nous avons contribué à sa campagne de financement des immobilisations pour qu'elle dispose d'un espace de congélation supplémentaire dans ses nouvelles installations et puisse ainsi recevoir du poulet frais.

Our provincial boards throughout the country make significant investments in their local food banks and local food infrastructure to ensure that fresh, high-quality Canadian chicken is getting on the tables of Canadians, whether it's through Chicken Farmers of Ontario's CFO Cares program where they donate a million meals a year to families in need across the province or through programs like in Manitoba — none of you are from Manitoba — where they donate 1,000 meals a week to Harvest Manitoba.

Our farmers really are focused on ensuring that, through supply management, they are producing and creating jobs in local communities, but they're also giving back through their food banks and through local initiatives as well.

Mr. Roy: We have initiatives. I don't know across Canada, but in Quebec, we have the initiative Viande solidaire. Producers are donating to the processing industry that transforms meat and makes it accessible to the harvest system in Quebec — the food banks in Quebec. We have a beautiful program that is just taking off right now.

Some initiatives have been around for more years, but tax credits are a challenge, especially at the federal level. Some provinces have provided the appropriate incentive, but right now, that would certainly be something to look into to facilitate the donations.

The Chair: I wanted to ask a question. If I do, we don't go to the second round. My apologies to everyone. The level of engagement has been wonderful.

I'm always amazed at the amount of giving back that we see from primary production. When we talk about tax credits, we have to remember that it assumes profitability. When we hear that profitability and margins are being squeezed so much for our producers and then to offer them the ability to write off income, we have to realize that does assume there's income there to write off.

Mr. Roy, you had mentioned exporting hogs to the U.S. Can you talk about how much the processing capacity in Canada should grow? What should we be doing here that we're not doing now? Is there a strategy on your part for asks or for building that capacity within Canada? Do you have visibility on that?

Mr. Roy: Yes, there were some closures of processing facilities in Quebec. That has created an imbalance in the eastern part of the country. When the facilities shut down, this created an imbalance that had to be addressed. It's mainly Ontario producers. In Quebec, we had to reduce some producers by a

Nos offices provinciaux partout au pays investissent beaucoup dans leurs banques alimentaires et leurs infrastructures alimentaires locales pour que les Canadiens puissent mettre sur leur table du poulet canadien frais et de grande qualité. Pensons au programme CFO Cares de Chicken Farmers of Ontario, qui permet d'offrir un million de repas par année à des familles dans le besoin partout dans la province, ou encore à des programmes comme celui du Manitoba — aucun d'entre vous ne vient du Manitoba —, qui permettent de donner 1 000 repas par semaine à Harvest Manitoba.

Nos producteurs tiennent vraiment à produire et à créer des emplois dans les communautés grâce à la gestion de l'offre, mais ils tiennent aussi à redonner à leur communauté par l'intermédiaire des banques alimentaires et d'initiatives locales.

M. Roy : Nous avons des initiatives. Je ne sais pas ce qu'il en est ailleurs au Canada, mais, au Québec, nous avons l'initiative Viande solidaire. Les producteurs font des dons à l'industrie de la transformation, qui transforme la viande et la rend accessible au réseau d'aide alimentaire du Québec, c'est-à-dire aux banques alimentaires du Québec. Nous avons un beau programme qui commence tout juste à prendre son essor.

Certaines initiatives existent depuis plus longtemps, mais les crédits d'impôt posent problème, surtout au fédéral. Certaines provinces ont mis en place les incitatifs voulus. Ce serait certainement une piste à examiner maintenant pour faciliter les dons.

La présidente : Je voulais poser une question. Si je le fais, nous n'aurons pas de deuxième tour. Je m'en excuse auprès de tous. La participation a été remarquable.

Je suis toujours étonnée par la générosité des producteurs primaires. Quand nous parlons de crédits d'impôt, nous devons nous rappeler que cela suppose que les entreprises sont rentables. Nous entendons que la rentabilité et les marges de nos producteurs sont soumises à de fortes pressions, puis nous leur proposons des déductions de leur revenu. Il faut bien comprendre que cela suppose qu'ils ont un revenu dont ils peuvent déduire des sommes.

Monsieur Roy, vous avez parlé des exportations de porcs vers les États-Unis. Pouvez-vous nous dire dans quelle mesure la capacité de transformation au Canada devrait augmenter? Que devrions-nous faire ici que nous ne faisons pas actuellement? Avez-vous une stratégie pour formuler des demandes ou accroître cette capacité au Canada? Avez-vous une idée de ce qu'il faudrait faire?

M. Roy : Oui, des installations de transformation ont fermé au Québec. Cela a créé un déséquilibre dans l'Est du pays. La fermeture de ces installations a entraîné un déséquilibre auquel il a fallu remédier. Ce sont surtout les producteurs ontariens qui sont touchés. Au Québec, nous avons dû réduire le nombre de

program, and they said, “I’ll stop producing just to rebalance what is between the production and the processor.”

In Ontario, several of them had to send their animals south. Right now, there is a genuine effort to increase the processing capacity, but it takes time and a lot of energy and, of course, capital. This is being addressed right now.

There is a cost to it and an animal welfare toll when we have to ship our animals or transport our animals a long distance. It requires more facilities and processing plants across Canada. It’s a balance between resilience, accessibility and efficiency. In the United States, they have large plants. It reduces fixed costs and increases economies of scale. That being said, it has to be balanced with more facilities that are more flexible and also accessibility for our processing capacity.

There are efforts right now, but credits are a challenge. There are a lot of rules when it’s time for inspection and so on. This takes long to implement, and this can create friction in the decision-making process.

The Chair: Do you have a recommendation that we could take into consideration in our report? If you could take some time to formulate that and submit it in writing, I would appreciate it.

Ms. Kennedy and Ms. Bélanger, do you have any visibility on what you think the spent fowl number really is? Can you speak to how much we’re catching, how much you think we’re not catching and what we can do to improve the catching?

Ms. Kennedy: In 2025, Canada’s imports of spent fowl were about 93% of the U.S. production of spent fowl, but the United States uses their spent fowl in their processing as well. We’ve been seeing this over many years. I have a sheet here that I could share with the committee. This has been increasing over many years.

In 2015, Chicken Farmers of Canada engaged Trent University to develop a DNA test to find the distinction between spent fowl meat and broiler meat. We’ve been working with Trent University alongside the Canadian Food Inspection Agency, or CFIA, as well as the Canada Border Services Agency, or CBSA. This is an import verification issue and a Customs declaration issue. We’ve been working with them closely, particularly since the 2025 announcement by the Government of Canada, particularly the CFIA, indicating that they would be taking steps toward eradicating this issue of fraudulent imports. We are hopeful that there will be a pilot test announced sometime in the future.

producteurs au moyen d’un programme. Certains ont dit : « Je vais arrêter de produire, simplement pour rétablir l’équilibre entre la production et la transformation. »

En Ontario, plusieurs ont dû envoyer leurs animaux au sud de la frontière. Il y a actuellement un véritable effort pour accroître la capacité de transformation, mais cela demande du temps, beaucoup d’énergie et, bien sûr, des capitaux. On y travaille en ce moment.

L’expédition ou le transport de nos animaux sur de longues distances entraîne des coûts et des conséquences pour leur bien-être. Il faut davantage d’installations et d’usines de transformation partout au Canada. C’est un équilibre à trouver entre la résilience, l’accessibilité et l’efficacité. Aux États-Unis, les usines sont grandes. Cela réduit les coûts fixes et augmente les économies d’échelle. Il faut toutefois concilier cela avec la présence d’installations plus nombreuses et plus souples, ainsi qu’avec l’accessibilité de notre capacité de transformation.

Des efforts sont en cours, mais l’accès au crédit pose problème. Il y a beaucoup de règles en matière d’inspection, entre autres. La mise en place de tout cela prend du temps et peut compliquer la prise de décisions.

La présidente : Avez-vous une recommandation dont nous pourrions tenir compte dans le rapport? Je vous serais reconnaissante de prendre le temps de la formuler et de nous la transmettre par écrit.

Mesdames Kennedy et Bélanger, avez-vous une idée des quantités réelles de volaille de réforme? Pouvez-vous nous dire quelle quantité de produits frauduleux nous détectons, quelle quantité nous échappe selon vous et comment améliorer la détection?

Mme Kennedy : En 2025, les importations canadiennes de volaille de réforme représentaient environ 93 % de la production américaine de volaille de réforme. Pourtant, les États-Unis utilisent aussi leur volaille de réforme dans leur industrie de la transformation. Nous constatons cette situation depuis de nombreuses années. J’ai ici un document que je pourrais transmettre au comité. Ces quantités augmentent depuis plusieurs années.

En 2015, les Producteurs de poulet du Canada ont fait appel à l’Université Trent pour mettre au point un test d’ADN permettant de distinguer la viande de volaille de réforme de celle de poulet à griller. Nous travaillons avec l’Université Trent, l’ACIA, et l’Agence des services frontaliers du Canada, ou ASFC. Il s’agit d’une question de vérification des importations et de déclaration en douane. Nous collaborons étroitement avec ces organismes, surtout depuis l’annonce faite en 2025 par le gouvernement du Canada, plus précisément par l’ACIA, selon laquelle des mesures seraient prises pour éliminer ce problème d’importations frauduleuses. Nous espérons qu’un essai pilote sera annoncé dans l’avenir.

We're just waiting for those details, but we are very grateful for the work we have been doing with the CFIA and the CBSA as well as Trent University to try to eradicate this issue.

The Chair: Thank you. I'm out of time. Ms. Spooner, I had hoped to ask you about what you're farming and talk about the challenges of farming because we hear it is not that easy all the time, and I had hoped to talk about why you have to farm because there are experts who farm, but we don't have time. I'm cutting myself off. With that, I wish to thank our witnesses for taking the time to be with us today. I know it takes a lot of effort to be here and prepare your remarks. We really appreciate it. It is so important to inform our study. Thank you.

(The committee continued in camera.)

Nous attendons simplement ces précisions, mais nous apprécions beaucoup le travail que nous menons avec l'ACIA, l'ASFC et l'Université Trent pour tenter d'éliminer ce problème.

La présidente : Merci. Mon temps est écoulé. Madame Spooner, j'espérais vous demander ce que vous cultivez et parler des difficultés de l'agriculture, car nous entendons dire que ce n'est pas toujours facile. J'aurais aussi voulu vous demander pourquoi vous devez exploiter votre propre ferme, alors qu'il y a des spécialistes qui le font, mais nous n'avons plus de temps. Je me coupe donc la parole. Sur ce, je remercie nos témoins d'avoir pris le temps d'être avec nous aujourd'hui. Je sais qu'il faut beaucoup d'efforts pour venir ici et préparer vos observations. Nous vous en sommes très reconnaissants. C'est essentiel pour éclairer notre étude. Merci.

(La séance se poursuit à huis clos.)